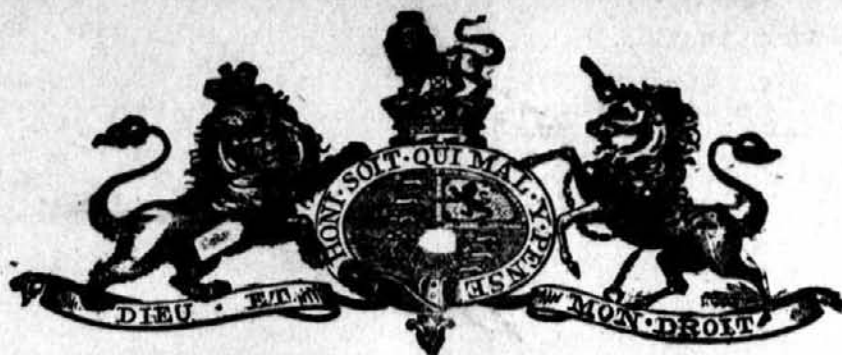




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 12 DECEMBRE 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

Nomination

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du dix-neuf de novembre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. William Henry Lavers, gérant, No 9, rue Prince Arthur, Montréal. 3769

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. N. CASAUULT.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 12th DECEMBER, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

Appointment

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the nineteenth of November, 1903, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Mr. William Henry Lavers, manager, No. 9, Prince Arthur street, Montreal. 3770

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. N. CASAUULT.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-

devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour de DECEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEPTIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancery.
Québec.

2837

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de Bonaventure, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la paroisse de Saint-Jules."
ADELARD TURGEON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 5 décembre 1903. 3757

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

La formation d'une société sous le nom de "King Edward Benefit Association," pour secourir au moyen de contributions de la part de ses membres, ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune, et dans le cas de la mort de ses membres, leurs veuves, orphelins ou représentants légaux, a été autorisée par ordre en conseil en date du 3e jour de décembre 1903.

Le principal bureau de la société sera à Montréal.
AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.
Québec, 4 décembre 1903. 3755

vince, at Our City of Quebec, on the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

ROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINETEENTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY-EIGHTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SEVENTH day of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2838

Government Notices

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Bonaventure, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the parish of Saint Jules."
ADELARD TURGEON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 5th December, 1903. 3758

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

The formation of an association under the name of "King Edward Benefit Association," to provide by means of contributions from its members for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, and in case of death of its members of their widows and orphans or lawful representatives, has been authorized by order in council dated the 3rd of December, 1903.

The head office of the association is at Montreal.
AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.
Quebec, 4th December, 1903. 3756

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social," des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du deux de décembre 1903, incorporant MM. Albert Emile Dumont, médecin, Nérée Fontaine et Jean-Baptiste Onésime Dumont, cultivateurs, Zéphirin Dumont, hôtelier, Lucien Dumont et Rodolphe Baril, menuisiers, Dame Céline Ayotte, épouse séparée contractuellement de biens de Joseph Ludger Poisson, rentier, dûment autorisée, de la paroisse de Gentilly, pour les fins suivantes, savoir : faire le commerce de bois de toutes sortes, opérer des moulins à planer, des manufactures de boîtes, préparer le bois pour la construction de bâtisses ; scier le bois et le convertir généralement en produit de commerce, tel que portes, châssis, boîtes, tinettes, moulures et seaux, etc., et aussi de faire le commerce de bois manufacturé et non manufacturé en gros et en détail, sous le nom de "Dumont, Fontaine & Cie," avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour de décembre 1903.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

3771

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7396.

Canton Alleyn.
1er rang.

Lot 4, à John Gibson.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 décembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7395.

Canton Wexford.
1er rang.

Lot 11, à Roch Vallières.
Lot 12, à Eloi Vallières.
Lot 13, à Joseph Prévost.
Lot 14, à John Nickel.
Lot 21, à Félix Trudeau.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 décembre 1903.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the second day of December, 1903, incorporating Messrs. Albert Emile Dumont, physician, Nérée Fontaine and Jean Baptiste Onésime Dumont, farmers, Zephirin Dumont, hotel keeper, Lucien Dumont and Rodolphe Baril, joiners, Dame Celina Ayotte, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Ludger Poisson, rentier, duly authorized, of the parish of Gentilly, for the following purposes, namely : to carry on trade in all kinds of lumber, to operate planing mills, to manufacture boxes, to prepare wood for erecting buildings ; to saw lumber and convert into articles of trade such as doors, frames, boxes, firkins, mouldings, buckets, &c., and also to carry on a wholesale and retail trade in manufactured and unmanufactured lumber, by the name of "Dumont, Fontaine & Cie," with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourth day of December, 1903.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary.

3772

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7396.

Township Alleyn.
1st range.

Lot 4, to John Gibson.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd December, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7395.

Township Wexford.
1st range.

Lot 11, to Roch Vallières.
Lot 12, to Eloi Vallières.
Lot 13, to Joseph Prévost.
Lot 14, to John Nickel.
Lot 21, to Félix Trudeau.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd December, 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7394.

Canton Turgeon

3e rang.]

Lot 7, à Michael Monette.

Lot 8, à Amedée Houle.

Lots 9 et 10, à Damien Martineau.

E. E. TACHÉ,

Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 décembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7397.

Canton Harrington.

1er rang.

½ sud du lot 4, à Alex. McLeod.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 décembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7399.

Canton Maddington

4e rang.

Lot 31, à Jean Verret.

E. E. TACHÉ,

Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 décembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC

Department of Lands, Mines and Fisheries

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7394.

Township Turgeon.

3rd range.

Lot 7, to Michael Monette.

Lot 8, to Amédée Houle.

Lots 9 and 10, to Damien Martineau.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd December, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7397.

Township Harrington.

1st range.

S. ½ of lot 4, to Alex. McLeod.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd December, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7399.

Township Maddington.

4th range.

Lot 31, to Jean Verret.

E. E. TACHÉ,

Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd December, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7398.

Canton Horton.
4^e rang.

Lot 18, à Camille Gélinais.

E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 3 décembre 1903.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Fleuriau.

5^e rang.

Lot 58, à Georges Dumais.

½ S. O. du lot 59, à George Dumais

Canton Aylmer.

½ S. E. du lot 24 du 6^e rang, à Jos. Goulet.E. E. TACHÉ,
Sous-ministre.Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 12 décembre, 1903.

3767

No. 3030.03.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité
scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, les numéros 93a, 93b, 93c, 93d, 93e, 93m, 93n, 93o, 93p, 83, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95 et 96 ; détacher également de la municipalité scolaire de Saint-Edmond, comté de Maskinongé, les lots ayant au cadastre de la paroisse de Saint-Didace, comté de Maskinongé, les numéros 924, 925, et parties des lots ayant les numéros 926, 927 et 928. Ces parties de lots forment ensemble environ 45 arpents en superficie et sont contiguës aux lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, et d'ériger le tout en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Mandeville."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet prochain, 1904.

3715.2

Québec, 17 novembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur l'Administrateur de la province, par Victor Joannette, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Timothée, comté et district de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Louis Gervais, en son vivant notaire public, pratiquant en la dite paroisse de Saint-Timothée, dans le dit district, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

3561.4

Québec, 19 novembre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur l'Administrateur de la Province, par Joseph Roch Mainville, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Philias Mainville, en son vivant notaire

Adj. 7398.

Township Horton.
4th range.

Lot 18, to Camille Gélinais.

E. E. TACHE,
Deputy minister.Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 3rd December, 1903.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Fleuriau.

5th range.

Lot 58, to Georges Dumais.

S. W. ½ of lot 59, to Georges Dumais.

Township Aylmer.

S. E. ½ of lot 24 of 6th range, to Jos Goulet.E. E. TACHÉ,
Deputy Minister.Department of Lands,
Mines and Fisheries,
Quebec, 12th December, 1903.

3768

No. 3030.03.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for erection of a new school
municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Gabriel de Brandon, county of Berthier, the lots numbered in the official cadastre of the parish of Saint-Gabriel de Brandon, as numbers 93a, 93b, 93c, 93d, 93e, 93m, 93n, 93o, 93p, 83, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95 and 96 ; to detach likewise from the school municipality of Saint-Edmond, county of Maskinongé, the lots having on the cadastre of the parish of Saint-Didace, county of Maskinongé, the numbers 924, 925 and parts of the lots bearing the numbers 926, 927 and 928. These parts of lots make together about 45 arpents in area and are contiguous to the lots of the official cadastre of the parish of Saint-Gabriel de Brandon, and to erect the whole into a district school municipality by the name of "Mandeville."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

3716

Québec, 17th November, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Administrator of the province of Quebec, by Victor Joannette, esquire, notary public, residing and practising at the parish of Saint-Timothy, in the county and district of Beauharnois, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis Gervais, in his lifetime esquire, notary public, of the parish of Saint-Timothy aforesaid, in the said district, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

3562

Québec, 19th November, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Administrator of the Province, by Joseph Roch Mainville, esquire, notary public, residing and practising in the city of Montreal, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Philias Mainville, in his lifetime notary public,

public, de la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat.

3579 4 AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la Province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100

of the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code.

3580 AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty addi-

en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE.

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la

tional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE.

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

[51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next proceeding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and

première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3 All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

3079

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que le révérend Héraclius Lavoie, prêtre, curé, François Gagné, Henri Gagné, Alfred Elie Gagné, marchands, Louis Collard et Gédéon Verreault, agriculteurs, tous de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma; Jean Trancé Armand, marchand, de Toronto; David Jobin, marchand, de la paroisse de Saint-Cœur-de-Marie; le révérend J. Almas Larouche, prêtre, curé, et Pitre Gaudreault, marchand, de la paroisse de Saint-Bruno; Napoléon Michaud, notaire, et Auguste Rémi Hudon, marchand, du village de la station de Hébertville, et J. Simon Michaud, agent de commerce, de Hébertville, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant eux et ceux qu'ils s'adjoindront, sous le nom de "Compagnie du chemin de fer Hébertville, Saint-Bruno Alma", et leur octroyer une charte pour construire et exploiter un chemin de fer dans le comté du Lac Saint-Jean, à partir du village de Hébertville, se dirigeant vers le nord jusqu'à Saint-Joseph d'Alma, et de là courant vers le nord-ouest, passant près des chutes de Péribonca, à l'ouest et au sud-ouest du Lac Saint-Jean, à ou près du village de Mistassini, jusqu'à un point quelconque sur la voie du chemin de fer de la Baie James, moins jusqu'à Roberval, formant ainsi un chemin de fer de ceinture autour du dit Lac Saint-Jean; avec plus un embranche-

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

3080

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the Reverend Héraclius Lavoie, parish priest, François Gagné, Henri Gagné, Alfred Elie Gagné, merchants, Louis Collard and Gédéon Verreault, farmers, both of the parish of Saint Joseph d'Alma; Jean Trancé Armand, merchant, of Toronto; David Jobin, merchant, of the parish of Saint Cœur de Marie; the Reverend J. Almas Larouche, parish priest, and Pitre Gaudreault, merchant, of the parish of Saint Bruno; Napoleon Michaud, notary, and Auguste Rémi Hudon, merchant, of the village of Hébertville station; J. Simon Michaud, commercial agent, of Hébertville, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act incorporating them, together with such parties as may become associated with them, by the name of "The Hébertville, Saint Bruno and Alma Railway Company," and to grant them a charter to build and work a railway in the county of Lake Saint John, starting from the village of Hébertville, running northward to Saint Joseph d'Alma, from thence, to the north west passing near the Péribonca Falls, to the west and south west of Lake Saint John, at or near the village of Mistassini, to a certain point on the James Bay Railway, less as far as Roberval, forming thus a belt line around the said Lake Saint John, with moreover, a branch running to the east of the village or station of

ment courant à l'est du village ou station d'Hébertville, jusqu'à eau profonde sur la rivière Saguenay et la Baie des Ha! Ha!

La dite compagnie aura son principal bureau d'affaires au village de Hébertville Station.

NAP. MICHAUD,
Procureur autorisé.

Québec, 8 décembre 1903.

3779

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer une compagnie sous le nom de "The Westmount Transit and Power Company," avec pouvoir de construire, posséder, pourvoir et mettre en opération une ligne de chemin de fer électrique dans et à travers la ville de Westmount, communiquant avec le centre de la cité de Montréal; et de construire et mettre en opération des embranchements ou lignes de communication du dit chemin de fer dans et à travers toutes municipalités de l'île de Montréal; et aussi de pourvoir et fournir le gaz pour éclairage et chauffage dans la dite ville de Westmount et municipalités voisines; et de pourvoir et fournir la lumière et pouvoir électrique à la dite ville de Westmount et municipalités voisines, et aussi pour obtenir tous les pouvoirs nécessaires et y ayant rapport.

A. R. OUGHTRED,
Procureur des requérants.

Montréal, 9 décembre 1903.

3795

AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérends Pères Gustave Blanche, préfet apostolique de la Côte Nord, Louis LeDoré, curé de Chicoutimi, et Charles LeBrun, directeur du grand séminaire de Rimouski, Pères Eudistes, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Pères Eudistes de la province de Québec," et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens dans cette province.

SIROIS & SIROIS,
Notaires,
Procureurs des requérants.

Québec, 24 novembre 1903.

3691.2

AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérendes Sœurs Marie Mischler, dite Sœur Ste-Marcienne, Joséphine Peiron, dite Sœur Ste-Charles Borromée, Maria Bourque, dite Sœur Ste-Claire, et Jeanne Truge, dite Sœur St-Siméon, Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique, demeurant à Québec, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Religieuses Missionnaires de Notre-Dame d'Afrique", et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens dans cette province.

SIROIS & SIROIS,
Notaires,
Procureurs des requérants.

Québec, 28 novembre 1903.

3687.2

AVIS.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part des Révérends Pères Louis Jourdon, supérieur, Pierre Courbon, directeur, et François Barral, économiste, de la cité de Québec, Missionnaires du Sacré-Cœur, pour obtenir un acte les constituant en corporation sous les noms de "Les Missionnaires du Sacré-Cœur," et leur donnant le pouvoir d'acquérir et de posséder des biens dans cette province.

SIROIS & SIROIS,
Notaires,

Procureurs des requérants.

Québec, 24 novembre 1903.

3689.2

Hébertville, to 'deep' water on the river Saguenay and Ha! Ha! Bay.

The said company will have its chief business office in the village of Hébertville Station.

NAP. MICHAUD,
Attorney Authorized

Quebec, 8th December, 1903.

3780

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate a company to be known as "The Westmount Transit and Power Company" with power: to build, own, provide and operate a line of electric railway in and through the town of Westmount, communicating with the centre of the city of Montreal; and to provide and operate branches or connecting lines of said railway in and through any municipality of the island of Montreal; and also to provide and supply gas for lighting and heating in the said town of Westmount and adjoining municipalities; and to provide and supply electric light and power to said town of Westmount and adjoining municipalities, and also to secure all powers necessary and incidental thereto.

A. R. OUGHTRED,
Attorney for applicants.

Montreal, 9th December, 1903.

3796

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Reverend Fathers Gustave Blanche, apostolic prefect for the North Shore, Louis LeDoré, parish priest, of Chicoutimi, and Charles LeBrun, director of the seminary at Rimouski, Eudistes Fathers, for an act to incorporate them under the names of "Les Pères Eudistes de la province de Québec," and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS & SIROIS,
Notaires,
Attorneys for the petitioners.

Quebec, 24th November, 1903.

3692

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Reverend Sisters Marie Mischler, dite Sister Ste-Marcienne, Joséphine Peiron, dite Sister St-Charles Borromée, Maria Bourque, dite Sister Ste-Claire, and Jeanne Truge, dite Sister St-Siméon, Nuns Missionnaires to South Africa, residing in Quebec, for an act to incorporate them under the names of "Les Religieuses Missionnaires de Notre Dame d'Afrique", and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS & SIROIS,
Notaires,
Attorneys for the petitioners.

Quebec, 28th November, 1903.

3688

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, by the Reverend Fathers Louis Jourdon, superior, Pierre Courbon, director, and François Barral, procureur, Missionaries of the Sacred Heart, of the city of Quebec, for an act to incorporate them under the names "Les Missionnaires du Sacré-Cœur," and to give them power to acquire and hold real estate in this province.

SIROIS & SIROIS,
Notaires,

Attorneys for the petitioners.

Quebec, 24th November, 1903.

3690

Avis est par le présent donné que "The Toronto General Trusts Corporation", une compagnie incorporée d'après la loi de la province d'Ontario, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte l'autorisant à poursuivre, exercer et faire le commerce d'une compagnie de fidei-commis et de dépôt dans la province de Québec, et de ratifier et confirmer une convention et un contrat supplémentaire portant respectivement les dates du 13ème jour de juillet 1903, et du 30ème jour de juillet 1903, qui ont été faits entre "The Ottawa Trust and Deposit Company" (limited), et "The Toronto Trusts Corporation", pour la vente et l'achat de tout l'actif, l'entreprise, la clientèle, les affaires, les biens, les intérêts et les droits, aussi bien que tous les fidei-commis de toute description et les bien-fonds, propriétés et obligations se rattachant et appartenant à, tenus et exercés par "The Ottawa Trust and Deposit Company" (limited), tel que particulièrement mentionnés dans la dite convention et le dit contrat supplémentaire, lesquels dits contrats ont été dûment ratifiés et confirmés suivant les dispositions des statuts de la province d'Ontario.

Daté ce 6 novembre 1903.

THE TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION.

Témoin :

E. T. MALONE, avocat, Toronto.

JOHN HOSKIN,

Président.

J. W. LANGMUIR,

Directeur gérant.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

3703.2

Avocats de la requérante.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, de la part de Thomas Arthur Cimon, étudiant en droit, de Québec, pour obtenir un acte permettant à la chambre des notaires de la province de Québec de l'admettre à la pratique du notariat, après examen.

THOMAS ARTHUR CIMON,

E. E. L.

Québec, 1er décembre 1903.

3695.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association", maintenant établie conformément à l'article 3096 des S. R. de Québec, tel qu'amendé par le chapitre 32, 62 Vict., dont l'objet est de procurer des secours aux employés de "The Montreal Street Railway Company" et de "The Montreal Park and Island Railway Company", qui pourront devenir membres de la dite association.

(a) En donnant des allocations, soins du médecin et médecines aux membres incapables de remplir leur travail ordinaire ou tout autre emploi au service des compagnies pour cause de maladie ou blessures corporelles.

(b) En donnant des allocations en cas de décès aux représentants des membres décédés.

(c) En donnant une pension aux membres âgés et invalides, et en donnant l'autorité d'acquiescer des meubles et immeubles, et de faire et passer des règlements concernant l'administration de la dite corporation, de fixer et choisir le nombre de directeurs de la dite association et de ratifier les règlements de l'association existante pour les fins de l'association devant être incorporée et tous les autres pouvoirs nécessaires aux dites fins.

PREFONTAINE, ARCHER,

PERRON & TASCHEREAU,

Procureurs des requérants

Montréal, 11 novembre 1903.

3535.5

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Québec, at its next session, by the Toronto General Trusts Corporation, a company incorporated under the laws of the province of Ontario, for an act authorizing it to do, transact and carry on the business of a trust and deposit company in the province of Québec, and to ratify and confirm an indenture of agreement and supplementary agreement, dated respectively the 13th day of July, 1903, and the 30th day of July, 1903, entered into between the Ottawa Trust and Deposit Company, Limited, and the Toronto General Trusts Corporation, for the sale and purchase of all the assets, undertaking, good will, business, property, interests and rights as well as all trusts of every description and the estate, property and duties connected therewith belonging to, held and exercised by The Ottawa Trust and Deposit Company, Limited, as particularly set out in said agreement and supplementary agreement, and which agreements have been duly ratified and confirmed in accordance with the provisions of the statutes of the province of Ontario.

Dated the 6th day of November, 1903.

THE TORONTO GENERAL TRUSTS CORPORATION.

Witness :

E. T. MALONE, Barrister, Toronto.

JOHN HOSKIN,

President.

J. W. LANGMUIR,

Managing director.

DANDURAND, BRODEUR & BOYER,

3704

Petitioners' attorneys.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of Québec, at its next session, by Thomas Arthur Cimon, student at law, of Québec, for an act authorizing the board of notaries of the province of Québec to admit him to the practise of law after having passed his examinations.

THOMAS ARTHUR CIMON,

Student at law.

Québec, 1st December, 1903.

3696

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to incorporate "The Montreal Street Railway Mutual Benefit Association," which is now established in accordance with article 3096 R. S. of Québec, as amended by chapter 32, 62 Vict., the object of which is to afford relief to such employees of the Montreal Street Railway Company and the Montreal Park and Island Railway Company, as may become members of the said association.

(a) By providing allowances, medical attendance and medicine to members when incapable of following their usual or any other suitable employment in the service of the companies by reason of illness, or bodily injury.

(b) By providing allowances in case of death to the representatives of deceased members.

(c) By providing a pension for old and disabled members, and giving authority to acquire moveable and immovable properties, and to make and adopt by-laws concerning the administration of said corporation, to fix and choose the number of directors of the said association and to ratify the by-laws of the existing association for the purpose of the association to be incorporated and all other powers necessary for its purposes.

PREFONTAINE, ARCHER,

PERRON & TASCHEREAU,

Attorneys for applicants.

Montreal, 11th November, 1903.

35

Avis Divers

Cour Supérieure.—Québec.
No 809.

Dame Adèle Catellier, épouse de George Doyer, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gervais, dans le comté de Bellechasse, Demanderesse ;

vs

Le dit George Doyer, Défendeur.
Avis est donné qu'une action en séparation de biens entre les parties ci-haut, a été instituée le 3 décembre 1903.

DROUIN, PELLETIER &
BAILLARGEON,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 4 décembre 1903. 3761

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Julie Garnot dit Brindamour, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens du dit défendeur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Cléophas Dubois, commerçant, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, en cette cause, le deuxième jour de décembre 1903.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 4 décembre 1903. 3777

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1452.

Dame Maria Morin, épouse commune en biens de Hormisdas Noël, de Montréal, Demanderesse ;

vs

Hormisdas Noël, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 décembre 1903. 3793

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 824.

Dame Sophie Daignault, épouse commune en biens de Louis Brunelle, commerçant, tous deux du village de Labelle, dit district, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Hull, 11 novembre 1903. 3521.5

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4472.

Dame Agnès Cartier, de la paroisse de Contrecoeur, district de Richelieu, a, le 5 août dernier 1903, institué contre son mari, Octave Vandale, cultivateur, du même lieu, une action en séparation de biens.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la demanderesse.
Sorel, 20 novembre 1903. 3619.3

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 4491.

Dame Céline Lafèche, de la cité de Sorel, district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Arthur Chagnon, menuisier, du même lieu.

ETHIER & LEFEBVRE,
Avocats de la Demanderesse.
Sorel, 20 novembre 1903. 3621.3

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Québec.
No. 809.

Dame Adèle Catellier, wife of George Doyer, farmer, of the parish of Saint Gervais, in the county of Bellechasse, Plaintiff ;

vs

The said George Doyer, Defendant.
Notice is given that an action for separation of property between the above parties has been instituted on the 3rd of December, 1903.

DROUIN, PELLETIER &
BAILLARGEON,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 4th December, 1903. 3762

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Julie Garnot dit Brindamour, of the city and district of Montreal, wife common as to property of the said defendant, duly authorized for the purposes thereof, Plaintiff ;

vs

Cléophas Dubois, trader, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, in this cause, on the second day of December, 1903.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th December, 1903. 3778

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1452.

Dame Maria Morin, wife common as to property of Hormisdas Noël, of Montreal, Plaintiff ;

vs

Hormisdas Noël, of the same place, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted in this cause.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th December, 1903. 3794

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 824.

Dame Sophie Daignault, wife common as to property of Louis Brunelle, trader, both of the village of Labelle, said district, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Hull, 11th November, 1903. 3522

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court*
No. 4472.

Dame Agnès Cartier, of the parish of Contrecoeur, district of Richelieu, has, on the 5th of August last, 1903, instituted against her husband, Octave Vandale, farmer, of the same place, an action for separation of property.

ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 20th November, 1903. 3620

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 4491.

Dame Céline Lafèche, of the city of Sorel, district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband, Arthur Chagnon joiner, of the same place.

ETHIER & LEFEBVRE,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 20th November, 1903. 3622

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 275.

Dame Clarida Petit, de la ville de Coaticook, dans le dit district, épouse commune en biens de Antoine Maclure, entrepreneur, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Antoine Maclure, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-trois novembre mil neuf cent trois.

ST PIERRE & VERRET,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 23 novembre 1903. 3611.3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Trois-Rivières. }
No 309.

Dame Marie Zélia Duchaine, de la paroisse d'Yamachiche, épouse de Louis Dominique Fréchette, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Louis Dominique Fréchette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans la présente cause.

MARTEL & DUPLESSIS,

Procureurs de la demanderesse.

Trois-Rivières, 24 novembre 1903. 3643.3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }
No 1357.

Une action en séparation de biens a été instituée par Dame Eliza Rochon, épouse de Avila Mallette, boucher, de la cité de Saint-Henri, contre le dit Avila Mallette.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 18 novembre 1903. 3641.3

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District des Trois-Rivières. }
No 290.

Dame Rébecca Boisvert, épouse commune en biens de Gonzague Landry, journalier, de la ville de Grand'Mère,
Demanderesse ;

vs

Le dit Gonzague Landry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 novembre courant.

L. J. BLONDIN,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 9 novembre 1903. 3551.4

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauharnois. }
No. 978.

Dame Céline Legault, de la ville de Salaberry de Valleyfield, épouse commune en biens de John Durnin, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit John Durnin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

SEERS & LAURENDEAU,

Avocats de la demanderesse.

Salaberry de Valleyfield, 18 novembre 1903. 3587.4

Avis public est par le présent donné que "The Western Masons Mutual Life Association" s'adressera au lieutenant gouverneur en conseil, pour obtenir l'autorisation de faire des affaires dans la province de Québec.

T. P. BUTLER,

Demandeur de la requérante

Montréal, 19 octobre 1903. 3707.2

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-François. }
No. 275.

Dame Clarida Petit, of the town of Coaticook, in said district, wife common as to property of Antoine Maclure, contractor, of the same place, duly authorized for the purpose hereof,
Plaintiff ;

vs

The said Antoine Maclure, Defendant.
An action for separation as to property has been issued in this cause, on the twenty-third of November, one thousand nine hundred and three.

ST PIERRE & VERRET,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 23rd November, 1903. 3612

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 309.

Dame Marie Zélia Duchaine, of the parish of Yamachiche, wife of Louis Dominique Fréchette, of the same place, farmer, duly authorized to appear in judicial proceedings,
Plaintiff ;

vs

The said Louis Dominique Fréchette, Defendant.
An action for separation of property has been instituted, this day, in the present suit.

MARTEL & DUPLESSIS,

Attorneys for plaintiff.

Three Rivers, 24th November, 1903. 3644

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 1357.

An action in separation as to property has been instituted by Dame Eliza Rochon, wife of Avila Mallette, butcher, of the city of Saint Henri, against the said Avila Mallette.

PELLETIER & LETOURNEAU,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th November, 1903. 3642

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Three Rivers. }
No. 290.

Dame Rébecca Boisvert, wife common as to property of Gonzague Landry, laborer, of the town of Grand'Mère,
Plaintiff ;

vs

The said Gonzague Landry, Defendant.
An action in separation of property has been instituted in this cause, the 6th November, 1903.

L. J. BLONDIN,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 9th November, 1903. 3552

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauharnois. }
No. 978.

Dame Céline Legault, of the town of Salaberry de Valleyfield, wife common as to property of John Durnin, of the same place, trader,
Plaintiff ;

vs

The said John Durnin, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

SEERS & LAURENDEAU,

Attorneys for plaintiff.

Salaberry de Valleyfield, 18th November, 1903. 3588

Public notice is hereby given that The Western Masons Mutual Life Association intends to apply to the Lieutenant Governor in Council, for authorization to carry on business in the province of Quebec.

T. P. BUTLER,

Attorney for applicant.

Montreal, 19th October, 1903. 3708

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DU LAC MEGANTIC.

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, D. L. Lippé, secrétaire-trésorier, que par une résolution du conseil du comté de Lac Mégantic, adoptée à une session du dit conseil, tenue le trente et unième jour d'octobre dernier (1903), et approuvée par M. l'Administrateur de cette province, par arrêté en conseil en date du vingt-sixième jour de novembre courant, et dont avis a été reçu par le soussigné, le trentième jour de novembre 1903, toute cette partie du canton de Spaulding; bornée comme suit, savoir: au nord-ouest par la rivière Chaudière, au sud-est par les frontières américaines et de l'état du Maine, au nord-est par la ligne de division entre les cantons de Spaulding et de Risborough, et de l'autre côté, pour une partie, au sud par la ligne séparant les cantons de Spaulding et de Ditchfield et pour une autre partie au sud-ouest par la ligne de division séparant les lots trente-six et trente-sept du premier, du deuxième, du troisième, du quatrième, du cinquième, du sixième, du septième, du huitième et du neuvième rang de Spaulding, et formera une municipalité séparée sous le nom de "municipalité de Saint Hubert de Spaulding."

Donné au village de Mégantic, ce trentième jour de novembre 1903.

D. L. LIPPÉ,
3705.2 Secrétaire-trésorier C. M. C. de L. M.

PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE TÉMIS- COUATA.

Avis public est par les présentes donné aux intéressés, par le soussigné, Félix Alonzo Talbot, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que, par arrêté en conseil, en date du vingt-six courant (26 novembre 1903), il a plu à M. l'Administrateur du gouvernement de cette province d'approuver la résolution suivante, adoptée par le conseil municipal du comté de Temiscouata, à sa session générale du neuf septembre dernier (9 septembre 1903), savoir:

"Que le territoire ci-après décrit, faisant partie du canton Raudot et comprenant quatre-vingt-huit lots, ayant environ quatre milles de largeur sur trois milles et demi de profondeur, borné comme suit, savoir:

Au nord à la ligne de séparation entre les cantons Bégon et Raudot, à l'est, partie au lot numéro quarante-trois, du premier rang, partie au lot numéro quarante-quatre, du deuxième rang, partie au lot numéro quarante-huit, du troisième rang, et partie à la ligne de séparation entre le quatrième rang et le rang A, au sud, partie à la ligne de séparation entre le premier rang et le deuxième rang, partie à la ligne de séparation entre le deuxième et le troisième rangs, partie à la ligne de séparation entre le troisième et le quatrième rangs, partie à la ligne de séparation entre le lot numéro trente-cinq, du rang A et le cinquième rang, et partie à la rivière Trois-Pistoles, et à l'ouest partie aux Sept Lacs, et partie à la rivière Trois-Pistoles, soit annexé à la municipalité du canton Hocquart, qui a trois cents âmes et plus, et qui est entièrement située dans la municipalité du comté de Temiscouata, et que les frais occasionnés par cette annexion soient payés par les contribuables du territoire de la partie du canton Raudot, à être annexée comme susdit."

Donné à Cacouna, ce 30ième jour de novembre mil neuf cent trois.

F. A. TALBOT,
3721-2 Secrétaire-trésorier,
C. M. C. T.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LAKE MEGANTIC.

Public notice is hereby given, by the undersigned, D. L. Lippé, secretary treasurer, that by a resolution of the county council of Lake Megantic, passed at a meeting of the said council, held on the thirty first day of October last (1903), and approved by Mr. the Administrator of this province, by order in council dated the twenty sixth day of November instant, and notice whereof was received by the undersigned, on the thirtieth day of November, 1903, all that part of the township of Spaulding; bounded as follows, to wit: to the north west by the Chaudière river, to the south east by the american boundaries and the state of Maine, to the north east by the division line between the townships of Spaulding and Risborough, and on the other side, for one part, to the south by the line dividing the townships of Spaulding and Dithfield and for the other part to the south west by the division line dividing the lots thirty six and thirty seven of the first, second, third, fourth, fifth, sixth, seventh, eighth and ninth ranges of Spaulding, and will form a separate municipality under the name of "municipality of Saint Hubert of Spaulding."

Given at village of Megantic, this thirtieth day of November, 1903.

D. L. LIPPE,
3706 Secretary treasurer, M. C. C. of L. M.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF TEMISCOUATA.

Public notice is hereby given to the parties interested, by the undersigned, Felix Alonzo Talbot, secretary treasurer of the said municipality, that, by order in council, dated the twenty sixth instant (26th November, 1903), His Honor the Administrator of the government of this province has been pleased to approve the following resolution, passed by the municipal council of the county of Temiscouata, at its general meeting of the ninth of September last (9th September, 1903), to wit:

"That the territory hereinafter described, forming part of the township Raudot, and comprising eighty eight lots, having about four miles in width by three and a half miles in depth, bounded as follows, to wit:

On the north by the division line between the townships Bégon and Raudot, on the east, partly by lot number forty three, of the first range, partly by lot number forty four, of the second range, partly by lot number forty eight, of the third range, and partly by the line of separation between the fourth range and range A, by the south, partly by the line of separation between the first range and the second range, partly by the line of separation between the second and the third ranges, partly by the line of separation between the third and the fourth ranges, partly by the line of separation between the lot number thirty five, of the range A and the fifth range, and partly by the river Trois-Pistoles, and on the west partly by the Sept Lacs, and partly by the river Trois-Pistoles, be annexed to the municipality of the township Hocquart, which has three hundred souls and more, and which is wholly situate in the municipality of the county of Temiscouata, and that the costs occasioned by this annexation be paid by the rate-payers of the territory of the part of the township Raudot, to be annexed as aforesaid."

Given at Cacouna, this 30th day of November, one thousand nine hundred and three.

F. A. TALBOT,
3722 Secretary treasurer,
C. M. C. T.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
In re Max Gélinas, marchand, Grand'Mère, Failli.

Un premier et dernier dividende a été préparé, et sera payable à notre bureau, le ou après le 23 décembre 1903.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

DAMPHOUSSE & PAGÉ,
Curateurs.
Grand'Mère, 4 décembre 1903. 3773

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re J. A. Cantin, Québec, Insolvable.
Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 28 décembre 1903.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 décembre 1903. 3783

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de L. P. Beauchemin, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera payable à nos bureaux, le 2 janvier 1904.

Toute contestation du dit bordereau devra être faite avant cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs-conjoints.

41, Edifice des Tramways.
Montréal, 12 décembre 1903. 3781

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 177.

In re Joseph E. Lessard, marchand, de Saint-Rémi de Tingwick, Failli.

Avis est par les présentes donné que j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, par une ordonnance de la cour, en date du cinq décembre courant.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau, à Arthabaska, dans les trente jours de la date de cet avis.

EUGENE GENDREAU,
Curateur.

Arthabaska, 5 décembre 1903. 3763

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Dame Marie F. C. Plamondon, de Victoriaville, Qué., manufacturière, "Achille Gagnon & Cie.", Faillie ;

et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 29e jour de décembre 1903, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 9 décembre 1903. 3785

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In re Max. Gélinas, merchant, Grand'Mère, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared, and will be payable at our office, on or after the 23rd December, 1903.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

DAMPHOUSSE & PAGÉ,
Curators.
Grand'Mère, 4th December, 1903. 3774

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
In re J. A. Cantin, Quebec, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 28th December, 1903.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 12th December, 1903. 3784

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of L. P. Beauchemin, merchant, Failli.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on the 2nd January, 1904.

Any opposition to the said dividend must be filed before this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

41, Street Railway Building.
Montreal, 12th December, 1903. 3782

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No 177.

In re Joseph E. Lessard, merchant, of Saint Remi de Tingwick, an insolvent.

Notice is hereby given that, by order of the court, dated the fifth day of December instant, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed at my office, at Arthabaska, within thirty days from the date of the present notice.

EUGENE GENDREAU,
Curator.

Arthabaska, 5th December, 1903. 3764

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In the matter of Dame Marie F. C. Plamondon, of Victoriaville, Que., manufacturer, "Achille Gagnon & Co.", Insolvent ;

and

Alexandre Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 29th day of December, 1903, after which date dividends will be payable at my office.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator

1598, Notre Dame street.
Montreal, 9th December, 1903. 3786

Province de Québec, }
District de Québec. }
No 659.
Joseph Campeau, Débiteur insolvable ;
et

G. Proteau *et al*, Requérent cession.
Avis est donné que le quatre décembre courant, le soussigné Alfred Pierre Robitaille, comptable, a été, par une ordonnance de la cour susdite, nommé curateur aux biens du dit Joseph Campeau, de Québec, hôtelier, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains, 271, rue Saint-Paul, dans les trente jours de cet avis.

A. P. ROBITAILLE,
Curateur.

Québec, 4 décembre 1903. 3759

Province de Québec, }
District de Québec. }
No 27.

Dans l'affaire de C. LeBel & Cie., Insolubles ;
et

Pierre Drouin, Curateur.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparée en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 29 décembre prochain.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 29 décembre prochain.

PIERRE DROUIN,
Curateur.

Bureau : 181, rue Saint-Joseph, Québec 3809

Canada, }
Province de Québec, }
District de St-François. }
No 435.

John Watterson & Co., Demandeurs ;
vs
Bureau & Cie, Défendeurs et faillis.

Avis est par le présent donné que le neuvième jour de décembre 1903, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des susdits défendeurs, qui en ont fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment, doivent être déposées dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, sous un mois.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 9 décembre 1903. 3787

Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 100.

Dans l'affaire de Dame Lazer, épouse séparée de biens de William Lazer, faisant affaires à Montréal, sous le nom de "The Royal Neckwear Co.," et le dit William Lazer dans le but d'autoriser son épouse comme susdit.

Avis est par le présent donné que Dame Ida Lazer, le deuxième jour de décembre 1903, a fait un abandon de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire au palais de justice, Montréal.

H. J. ROSS,
Député gardien provisoire.

Bureau de H. J. Ross,
Comptable et commissaire,
180, rue Saint-Jacques, Montréal. 3789

Province of Quebec, }
District of Quebec. }
No. 659.

Joseph Campeau, Insolvent debtor ;
and

G. Proteau *et al*, Petitioners for assignment.

Notice is given that on the fourth day of December instant, by order of the court, the undersigned Alfred Pierre Robitaille, accountant, has been appointed curator to the estate of the said Joseph Campeau, hotel-keeper, of Quebec, who has made an assignment of his estate for the benefit of his creditors.

Claims, attested on oath, must be filed at my office, 271, Saint-Paul street, within thirty days from this notice.

A. P. ROBITAILLE,
Curator.

Quebec, 4th December, 1903. 3760

Province of Quebec, }
District of Quebec. }
No. 27.

In the matter of C. LeBel & Cie., Insolvents.
and

Pierre Drouin, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet is prepared in this matter, and will be subject to objection before the 29th of December.

This dividend will be paid at my office, on or after this date.

PIERRE DROUIN,
Curator.

Office : 181, Saint Joseph street, Quebec. 3810

Canada, }
Province of Quebec, }
District of St. Francis. }
No. 435.

John Watterson & Co., Plaintiffs
vs
Bureau & Cie, Defendants and insolvents.

Notice is hereby given that on the ninth day of December, 1903, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of above defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed, duly attested under oath, at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke, within one month.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 9th December, 1903. 3788

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
No. 100.

In the matter of Dame Lazer, wife separate as to property of William Lazer, doing business at Montreal, as the Royal Neckwear Co., and said William Lazer to authorize his wife as aforesaid.

Notice is hereby given that Dame Ida Lazer, did, on the second December, 1903, make an abandonment of her estate and effects to the prothonotary at the Court House, Montreal, for the benefit of her creditors.

H. J. ROSS,
Deputy provisional guardian.

Office of H. J. Ross,
Accountant and commissioner,
180, Saint James street, Montreal. 3790

Règle de Cour

Province de Québec,
District des Trois-Rivières. } Cour de Circuit.
No 1259.

Le septième jour de décembre mil neuf cent trois.

Présent : Sa Seigneurie M. le juge O. Desmarais.
Prime Sarasin, commerçant, des cité et district des
Trois-Rivières, Demandeur ;

vs

Wilbrod Lebel, sellier, du même lieu,
Défendeur ;

et

Jos. Laperrière et al., Opposants.

Sur motion des opposants, il est ordonné par Sa
Seigneurie M. le juge O. Desmarais, vu l'allégation
de déconfiture du défendeur, aux créanciers du dit
défendeur d'avoir à produire leurs réclamations au
greffe de cette cour, dans les quinze jours de la
première insertion du présent ordre, dans la
Gazette Officielle de Québec.

Par ordre, ALFRED DESILETS,
3791 G. C. C.

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
resp c tifs tel oue mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } VESEY BOSWELL, De-
No 3682. } mandeur ; contre CHAR-
LES LECOURS, Défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé en le village de la pa-
roisse de Sainte-Marie de la Beauce, connu et dési-
gné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-un (581),
aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour
la paroisse de Sainte-Marie—avec la maison dessus
construite, circonstances et dépendances.

2° Une terre située en la paroisse de Sainte-
Marie de la Beauce, contenant trois arpents de
front sur trente arpents de profondeur, connue et
désignée sous le numéro huit cent trente (830), aux
plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la
suditte paroisse de Sainte-Marie—avec bâtisses des-
sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse de Sainte-Marie de la Beauce, le TREIZIEME
jour de JANVIER prochain, à DIX heures de
l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 5 décembre 1903.
3765

[Première publication, 12 décembre 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } A NAISSE DROUIN, De-
No 3730. } manderesse ; contre
AUGUSTIN GAGNE, Défendeur, savoir :

Le lot numéro treize cent dix (1310), du cadastre
officiel de la paroisse de Saint-Joseph de la Beauce,
—avec bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Joseph de la Beauce, le TREI-
ZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX
heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph Beauce, 5 décembre
1903. 3797

[Première publication, 5 décembre 1903.]

Rule of Court

Province of Quebec,
District of Three Rivers } Circuit Court.
No. 1259.

The seventh day of December, one thousand nine
hundred and three.

Present : His Lordship judge O. Desmarais.
Prime Sarasin, trader, of the city and district of
Three Rivers, Plaintiff ;

vs

Wilbrod Lebel, sadler, of the same place,
Defendant ;

and

Jos. Laperrière et al., Opposants.

On motion of the opposants, it is ordered by His
Lordship judge O. Desmarais, seeing the allegation
of the defendant's discomfiture that the creditors of
the said defendant do fyle their claims in the office
of this court, within fifteen days from the first
insertion of the present notice, in the *Quebec Official
Gazette.*

By order, ALFRED DESILETS,
3792 C. C. C.

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } VESEY BOSWELL, Plaintiff ;
No. 3682. } against CHARLES LE-
COURS, Defendant, to wit :

1. A lot situate in the village of the parish of
Sainte Marie de la Beauce, known and described as
number five hundred and eighty one (581), on the
official plan and book of reference of the cadastre
for the parish of Sainte Marie—with the house
thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A land situate in the parish of Sainte Marie
de la Beauce, containing three arpents in front by
thirty arpents in depth, known and described as
number eight hundred and thirty (830), on the offi-
cial plan and book of reference of the cadastre for
the said parish of Sainte Marie—with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Sainte Marie de la Beauce, on the THIRTEENTH
day of JANUARY next, at TEN of the clock in the
forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village Saint Joseph, Beauce, 5th December,
1903. 3766

[First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } A NAISSE DROUIN, Plain-
No. 3730. } tiff ; against AUGUSTIN
GAGNE, Defendant, to wit :

Lot number thirteen hundred and ten (1310), of
the official cadastre for the parish of Saint Joseph
de la Beauce—with the buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Joseph de la Beauce, on the THIRTEENTH
day of JANUARY next, at TEN of the clock in
the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriffs Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph Beauce, 5th December,
1903. 3798

[First published, 12th December, 1903.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **M TRES AUGUSTE REAL**
No 288. } **ANGERS, ALBERT**
DE LORIMIER et **EUGENE H. GODIN**, tous des cité et district de Montréal, avocats, y pratiquant comme tels sous les nom et raison de Angers, de Lorimier et Godin, de Montréal, avocats sur distraction de frais, Demandeurs ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A annexée au bref dans cette cause, la propriété de Thomas George Roddick, écuyer, M. P., médecin, des cité et district de Montréal, maintenant entre les mains de Jean Baptiste Adolphe Tison, employé civil, de la dite cité de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par T. G. RODDICK, Défendeur, dans une certaine cause où "The Canada Industrial Company, Ltd.," corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, était dema deresse, et Thomas George Roddick, écuyer, M. P., était défendeur, et "Kensington Land Company", corps politique et dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la dite cité de Montréal, en liquidation, et James H. Stanton *et al* *ès-qual*, étaient intervenants, la dite "Canada Industrial Company, Ltd.," était intimée, et le dit Jean Baptiste Adolphe Tison, curateur au délaissement.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, T. G. Roddick, maintenant entre les mains du dit curateur, l'immeuble suivant, à savoir :

Un morceau de terre formant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (155), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâces, borné comme suit : au sud-est par le lot officiel numéro cent cinquante-six (156), au sud-ouest par le lot officiel numéro cent cinquante-quatre (154), et du côté nord-est par le lot officiel numéro cent soixante et deux (162), et du côté nord-ouest par une autre partie du dit lot officiel numéro cent cinquante-cinq (155), contenant une largeur d'environ cent quatrevingt-quatorze (194) pieds sur une profondeur sur le côté sud-ouest de deux mille soixante et quinze (2075) pieds et sur la ligne de côté nord-est de deux mille cinq (2005) pieds, mesure anglaise, plus ou moins, et une superficie de dix (10) arpents et 754/1000 d'un arpent, mesure française.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain (1904), à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 9 décembre 1903. Shérif. 3799
[Première publication, 12 décembre 1903].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME MARIE GENE-**
No 2722. } **VIEVE ADELE**
TRESTLER, autrefois de Montréal, district de Montréal, et maintenant des cité et district de Québec, veuve de feu J. Charles Hubert Lacroix, en son vivant de Montréal susdit, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire de la succession de son dit époux ; Dame Egérie Lacroix, épouse séparée de biens de Eugène N. Chinic, marchand, de Québec susdit, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et l'honorable Louis Onésime Loranger, juge de la cour supérieure, Victor Geof-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **M TRES AUGUSTE REAL**
No. 288. } **ANGERS, ALBERT**
DE LORIMIER and **EUGENE H. GODIN**, all of the city and district of Montreal, advocates practising there as such under the name and style of Angers, de Lorimier and Godin, of Montreal, advocates *sur distraction de frais*, Plaintiffs ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A annexed to the writ in this cause, the property of Thomas George Roddick, esquire, M. P., physician, of the city and district of Montreal, now in the hands of Jean Baptiste Adolphe Tison, civil employee, of the said city of Montreal, duly appointed curator to the *délaissement* made by T. G. RODDICK, Defendant, in a certain suit wherein The Canada Industrial Company Ltd., a body politic and corporate duly incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, was plaintiff, and Thomas George Roddick, esquire, M. P., was defendant, and Kensington Land Company, a body politic and corporate and duly incorporated, having its principal place of business in the said city of Montreal, in liquidation, and James H. Stanton *et al* *ès-qual*, were intervenants, the said Canada Industrial Company Ltd., was respondent and said Jean Baptiste Adolphe Tison, curator to the *délaissement*.

Seized as belonging to the said defendant, T. G. Roddick, now in the hands of the said curator, the following immoveable, to wit :

A piece of land forming part of lot number one hundred and fifty five (155), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the parish of Notre Dame de Grâces, bounded as follows : to the south east by official lot number one hundred and fifty six (156), to the south west by official lot number one hundred and fifty four (154), on the north east side by official lot number one hundred and sixty two (162), and on the north west side by another portion of the said official lot number one hundred and fifty five (155), containing an average width of one hundred and ninety four (194) feet by a depth in the south west side of two thousand and seventy five feet (2075), and on the north east side line of two thousand and five feet (2005), english measure and more or less, and an area of ten (10) arpents and 754/1000 of an arpent, french measure.

[To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, (1904), at TEN o'clock in the forenoon.]

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montréal, 9th December, 1903. Sheriff. 3800
[First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME MARIE GENE-**
No. 2722. } **VIEVE ADELE**
TRESTLER, formerly of Montreal, district of Montreal, and now of the city and district of Quebec, widow of the late J. Charles Hubert Lacroix, in his lifetime of Montreal aforesaid, as well personally as in her quality of testamentary executrix to the estate of her said husband ; Dame Egérie Lacroix, wife separated as to property of Eugene N. Chinic, merchant, of Quebec, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, and the Honorable Louis Onésime Loranger, judge of the superior court, Victor Geoffrion, advocate and member of

frion, avocat et membre du parlement fédéral, tous deux de Montréal susdit, et le dit Eugène Chinic, ces trois derniers en leur qualité de fiduciaires nommés par le dit feu J. C. H. Lacroix, aux dits biens d'Ernest Lacroix, Demandeurs; contre les terres et tenements de THE MONTREAL QUARRY COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité et district de Montréal, Défenderesse.

1. Lots de subdivision Nos. trois cent vingt-huit et trois cent vingt-neuf du lot No trois cent vingt-huit, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis et situé sur la rue Boyer, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal—circonstances et dépendances.

2. Lot de subdivision No 1, du lot No 331, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, étant une ruelle faisant front à un bout à la subdivision No 274, du dit lot No 331, étant une rue projetée connue comme rue Saint Grégoire, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 2 à 19, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, faisant front sur une rue projetée connue comme rue Dufferin, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, la dite rue étant marquée sur les dits plan et livre de renvoi officiels comme subdivision No 20, du dit lot No 331.

Subdivision No 20, du dit lot No 331, étant la rue Dufferin (projetée), dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 21 à 38, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, faisant front sur la dite rue Dufferin projetée, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 39 à 56, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, faisant front sur une rue projetée connue ci-devant comme rue Champlain, maintenant connue comme rue Brebœuf, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Subdivision Nos 274 à 285, du dit lot No 331, toutes deux inclusivement, le tout faisant front sur une rue projetée connue comme rue Saint-Grégoire, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, la dite rue, étant marquée sur le dit plan comme subdivision No 274, du dit lot No 331; subdivision No 284, du dit lot No 331, étant une rue projetée connue ci-devant sous le nom de rue Durham, maintenant rue Garnier; subdivision No 282, du dit lot No 331, étant aussi une rue projetée, ci-devant connue comme rue Panet, maintenant rue Cardinal; subdivision No 280, du dit lot No 331, mentionnée sur le dit plan comme une rue projetée, rue Chambord; subdivision No 278, du dit lot No 331, mentionnée sur le dit plan comme une rue projetée, ci-devant connue comme rue Champlain, maintenant rue Brebœuf; subdivision No 276, du dit lot No 331, mentionnée sur le dit plan comme une rue projetée sous le nom de rue Dufferin; subdivision No 274, du dit lot No 331, étant aussi mentionnée sur le dit plan comme une rue projetée connue comme rue Saint-Grégoire.

Un morceau de terre de forme irrégulière formant partie du lot connu sous le No 331, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; borné en front, où il mesure environ 50 pieds, par le chemin de la Côte Saint-Louis ou chemin des Carrières, en arrière, où il mesure environ 94 pieds, par le chemin de fer Pacifique Canadien (partie du dit lot 331), du côté nord-est, où il mesure environ 415 pieds, par le lot 332, des dits plan et livre de renvoi et du côté sud-ouest, le long d'une ligne irrégulière, par une autre partie du dit lot 331, les dimensions sont de mesure anglaise.

Tout l'immeuble en deuxième lieu décrit formant qu'une seule terre de forme irrégulière, situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, et étant maintenant exploité par les défendeurs comme carrière—ensemble avec tous les bâtisses, machines, appareils et autres immeubles qui s'y trouvent, soit par nature ou destination, appartenant aux défendeurs.

the federal parliament, both of Montreal aforesaid, and the said Eugene Chinic, the three latter in their quality of trustees appointed by the said late J. C. H. Lacroix, to the said estate of Ernest Lacroix, Plaintiffs; against the lands and tenements of THE MONTREAL QUARRY COMPANY, a body politic and corporate, having its chief business office in the city and district of Montreal, Defendants.

1. Subdivision lots Nos. three hundred and twenty eight and three hundred and twenty nine, of lot No. three hundred and twenty eight, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, and situated on Boyer street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal—with circumstances and dependencies.

2. Lot subdivision No. 1, of lot No. 331, on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, being a lane fronting at one end by subdivision No. 274, of said lot No. 331, being a projected street known as Saint Grégoire street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 2 to 19, of said lot No. 331, both inclusive, fronting on a projected street known as Dufferin street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal, said street being marked on the said official plan and in the book of reference as subdivision No. 20, of said lot No. 331.

Subdivision No. 20, of said lot No. 331, being Dufferin street (projected), in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 21 to 38, of said lot No. 331, both inclusive, fronting on said Dufferin street projected, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 39 to 56, of said lot No. 331, both inclusive, fronting on a projected street, formerly known as Champlain street, now known as Brebœuf street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

Subdivision Nos. 274 to 285, of said lot No. 331, both inclusive, the whole fronting on a projected street known as Saint Grégoire street, in Saint Denis ward of the city of Montreal, the said street marked on said plan as subdivision No. 274, of said lot No. 331; subdivision No. 284, of said lot No. 331, being a projected street formerly known under the name of Durham street, now Garnier street; subdivision No. 282, of said lot No. 331, being also a projected street, formerly known as Panet street, now Cardinal street; subdivision No. 280, of said lot No. 331, shown on said plan as a projected street, Chambord street; subdivision No. 278, of said lot No. 331, shown on the said plan as a projected street, formerly known as Champlain street, now Brebœuf street; subdivision No. 276, of said lot No. 331, being shown on the said plan as a projected street under the name of Dufferin street; subdivision No. 274, of said lot No. 331, being also shown on the said plan as a projected street known as Saint Grégoire street.

A piece of land of irregular figure forming part of the lot known as No 331, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis; bounded in front, where it measures about 50 feet, by the Cote Saint Louis Road or Chemin des Carrières, in rear, where it measures about 94 feet, by the Canadian Pacific Railway (part of said lot 331), on the north east side where it measures about 415 feet, by the lot 332, of said plan and book of reference, and on the south west side, along an irregular line, by another portion of said lot 331, the dimensions are the english measure.

The whole of the foregoing secondly described immoveable property forming one block of land of irregular figure, and situated in Saint Denis ward, of the city of Montreal, and being presently exploited by the defendants as a quarry—together with all buildings, machinery, plant and all other immoveables thereon, whether by nature or destination, and which belong to the defendants

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain 1904, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.
Montreal, 9 décembre 1903. 3801
[Première publication, 12 décembre 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LA CITE DE SAINT-**
No 14905. } **HENRI**, corporation
municipale, ayant sa place d'affaires à Saint-Henri,
district de Montréal, Demanderesse ; contre les
terres et tènements de **PHILIBERT TRUDEAU**,
de Saint-Henri, dit district, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Saint-Henri ; borné en front par la rue Delinelle, connu et désigné sous le numéro quarante-trois (43), de la subdivision du lot numéro mille sept cent sept (1707), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, et avec droit de passage (passage mitoyen) avec le propriétaire voisin, et étant le lot numéro de subdivision quarante-quatre, du dit lot numéro dix-sept cent sept, des susdits plans, et ce à perpétuité.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 novembre 1903. 3567.2
[Première publication, 21 novembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME ANASTASIE**
No 2315. } **POISSANT**, de la ville
de Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse
séparée de biens de Adolphe Duperreault, commer-
çant, du même lieu, et le dit Adolphe Duperreault,
partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse,
Demanderesse ; contre les terres et tènements de
ADOLPHE CHARETTE, des cité et district de
Montréal, Défendeur.

Un terrain vacant situé dans la ville de Saint-Louis, district de Montréal, connu sous le numéro quarante-neuf (49), de la redivision officielle d'une partie du numéro deux (2), de la subdivision officielle du terrain désigné sous le numéro douze (12), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, de la contenance de vingt-quatre pieds en largeur, en front et en arrière, sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise ; tenant devant à l'avenue du Parc, derrière à la ruelle douze-deux-trente-quatre, de la dite redivision, d'un côté au numéro douze-deux-quarante-huit, de la dite redivision, et de l'autre côté au numéro douze-deux-cinquante, de la dite redivision. Avec droit de passage en commun avec tous ceux que de droit, dans la dite ruelle, pour communiquer à et de la rue Edouard Charles, à et de la rue Saint-Louis, sans l'embarrasser et aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 17 novembre 1903. 3569.2
[Première publication, 21 novembre 1903.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, 1904, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 9th December, 1903. 3802
[First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE CITY OF SAINT**
No. 14905. } **HENRI**, a municipal cor-
poration, having its place of business at Saint
Henri, district of Montreal, Plaintiffs ; against the
lands and tenements of **PHILIBERT TRUDEAU**,
of Saint Henri, said district, Defendant.

A lot of land situate and being in the city of Saint Henri ; bounded in front by Delinelle street, known and described as number forty three (43), of the subdivision of lot number one thousand seven hundred and seven (1707), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a house and other buildings thereon erected, and with a right of passage (in common) with the adjoining proprietor, and being subdivision lot number forty four, of the said lot number one thousand seven hundred and seven, of the said plans, and this forever.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 17th November, 1903. 3768
[First published, 21st November 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME ANASTASIE**
No. 2315. } **POISSANT**, of the town
of Saint Louis, in the district of Montreal, wife
separated as to property of Adolphe Duperreault,
trader, of the same place, and the said Adolphe
Duperreault, a party hereunto to authorize his said
wife, Plaintiff ; against the lands and tenements of
ADOLPHE CHARETTE, of the city and district
of Montreal, Defendant.

A vacant lot situated in the town of Saint Louis, district of Montreal, known and described as number forty nine (49), of the official redivision of a part of number two (2), of the official subdivision of the lot described as number twelve (12), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty-four feet in width, in front and rear, by eighty feet in depth, english measure ; bounded in front by Park avenue, in rear by the lane twelve-two-thirty four, of the said redivision, on one side by number twelve-two-forty eight, of the said redivision, and on the other side by number twelve-two-fifty of the said redivision. With right of passage in common with all those entitled thereto, in the said lane, to communicate to and from Edouard Charles street, to and from Saint Louis street, without encumbering it and on the usual conditions of repair.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 17th November, 1903. 3570
[First published, 21st November, 1903.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ;
 No 2481. } contre PHILOMENE
 SIMARD ET VIR, à savoir :

La juste moitié nord-est du lot No 1405 (mille quatre cent cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un demi emplacement situé sur la rue Hermine, contenant vingt pieds de front sur soixante pieds de profondeur—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$3.00, payable le 29 juin, à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 20 novembre 1903. 3589.2
 [Première publication, 21 novembre 1903.]

FIERI FACIAS.*Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **L** A CITE DE QUEBEC ; vs.
 No 1964. } CAROLINE VILLE-
 NEUVE, veuve Louis Hébert, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot No 911 (neuf cent onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un demi emplacement situé sur la rue Morin, contenant vingt pieds de front sur soixante pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée par devant au sud à la dite rue Morin, par derrière au nord par le lot No 152, des concessions de la rue Bagot, joignant d'un côté à l'est l'autre demi emplacement, et l'autre côté à l'ouest par le No 168, des dites concessions—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$5.00, payable le 29 septembre aux MM. Boisseau, de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 20 novembre 1903. 3591.2
 [Première publication, 21 novembre 1903.]

FIERI FACIAS*Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **A** RTHUR JUCHEREAU
 No 988. } DUCHESNAY ET AL ; vs.
 JACQUES CARREAU, à savoir :

Le lot No 39 (trente-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, (ci-devant No 35, du cadastre seigneurial de Fossambault), étant une terre située dans la première concession de Fossambault—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, le DEUXIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Québec, 26 novembre 1903. 3645.2
 [Première publication, 28 novembre 1903.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—Rimouski.*

No 2732. } **L** M. LANGLOIS, Demandeur ;
 contre AUGUSTE VAILLAN-
 COURT, Défendeur, à savoir :

Tous les droits de défrichements, améliorations,

FIERI FACIAS.*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
 No. 2481. } against PHILOMENE SI-
 MARD ET VIR, to wit :

The exact north east half of lot No. 1405 (one thousand four hundred and five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a half lot situate on Hermine street, containing twenty feet in front by sixty feet in depth—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$3.00, payable on the 29th of June, to the Reverend Ladies of the Hôtel-Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Quebec, 20th November, 1903. 3590
 [First published, 21st November, 1903.]

FIERI FACIAS*Recorder's Court.*

Quebec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ;
 No. 1964. } vs. CAROLINE VILLE-
 NEUVE, widow of Louis Hébert, to wit :

The south west half of lot No. 911 (nine hundred and eleven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a half lot situate on Morin street, containing twenty feet in front by sixty feet in depth, the whole more or less ; bounded in front to the south by the said Morin street, in rear to the north by lot No. 152, of the concessions of Bagot street, on one side to the east by the other half lot, and on the other side to the west by No. 168, of the said concessions—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$5.00, payable on the 29th of September, to Messrs. Boisseau, of Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY SIXTH day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Quebec, 20th November, 1903. 3592
 [First published, 21st November, 1903.]

FIERI FACIAS.*Quebec Circuit.*

Quebec, to wit : } **A** RTHUR JUCHEREAU
 No. 988. } DUCHESNAY ET AL ; vs.
 JACQUES CARREAU, to wit :

Lot No. 39 (thirty-nine), of the official cadastre for the parish of Saint Augustin, (formerly No. 35 of the seigniorial cadastre of Fossambault), being a land situate in the first concession of Fossambault—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, on the SECOND day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Quebec, 26th November, 1903. 3646
 [First published, 28th November, 1903.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—Rimouski.*

No. 2732. } **L** M. LANGLOIS, Plaintiff ;
 against AUGUSTE VAIL-
 LANCOURT, Defendant, to wit :

All the rights of clearance, improvements, build-

bâtisses et autres sur le lot No 13, cadastre officiel, onzième rang, canton Cabot, paroisse Saint Moïse.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le QUATORZIÈME jour de JANTIER 1904, à DIX heures a. m.

L. N. ASSELIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 9 décembre 1903. 3815
[Première publication, 12 décembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Rimouski.

No 5103. } P. Z. DUBE, Demandeur ; contre
AMBROISE ET AUGUSTE
TREMBLAY, Défendeurs, savoir :

Comme appartenant à Ambroise Tremblay :
Une terre située au deuxième rang du canton Massé, de 100 acres en superficie—avec bâtisses, connue sous le numéro 4 ; bornée à l'ouest à Eugène Soucy, à l'est à Joseph Deschenes.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel, le DOUZIÈME jour de JANVIER 1904, à DIX heures avant midi.

L. N. ASSELIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 9 décembre 1903. 3817
[Première publication, 12 décembre 1903.]

ings and others on lot number 13, official cadastre, eleventh range of township Cabot, parish of Saint Moïse.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the FOURTEENTH day of JANUARY, 1904, at TEN o'clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 9th December, 1903. 3816
[First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Rimouski.

No. 5103. } P. Z. DUBE, Plaintiff ; against
AMBROISE AND AUGUSTE
TREMBLAY, Defendants, to wit :

As belonging to Ambroise Tremblay :
A land situate in the second range of the township Massé, of 100 acres in area—with buildings, known as number 4 ; bounded on the west by Eugène Soucy, and on the east by Joseph Deschenes.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel, on the TWELFTH day of JANUARY 1904, at TEN of the clock in the forenoon.

L. N. ASSELIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 9th December, 1903. 3818
[First published, 12th December, 1903.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } SOCIÉTÉ DE PRÊTS
No 2540. } ET PLACEMENTS
DE QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son principal établissement en la cité de Québec, Demanderesse ; vs CHARLES JOSEPH EUGÈNE CHARBONNEAU, Défendeur.

Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, connu et désigné sous le numéro sept cent trente-sept (737), de la subdivision du lot numéro six cent vingt-huit (628), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, mesurant cent pieds de largeur sur une profondeur de deux cent soixante et cinq pieds dans la ligne sud-ouest et de deux cent trente pieds de la ligne nord-est, mesure anglaise, contenant vingt-quatre mille huit cent cinquante pieds en superficie, plus ou moins ; borné en avant par Hemlock Avenue (Nos 628-740), en arrière par un embranchement de la compagnie Great Northern Railway, au sud-ouest par une ruelle qui doit être ouverte entre le dit lot et le numéro sept cent trente-six (628-736), tel que démontré au nouveau plan de subdivision projeté, et au nord-est par le numéro sept cent trente-huit (628-738)—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et le droit de passage en commun avec la propriétaire du lot adjoignant, dans la susdite ruelle.

Les annonces déjà faites étant déclarées nulles et de nul effet.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le DOUZIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 9 décembre 1903. 3807
[Première publication, 12 décembre 1903.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Three Rivers, to wit : } SOCIÉTÉ DE PRÊTS
No. 2540. } ET PLACEMENTS
DE QUÉBEC, a body politic and corporate, and having its chief place of business in the city of Québec, Plaintiffs ; vs. CHARLES JOSEPH EUGÈNE CHARBONNEAU, Defendant.

A lot of land situate at Shawinigan Falls, known and described as number seven hundred and thirty seven (737), of the subdivision of lot number six hundred and twenty eight (628), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, measuring one hundred feet in width by a depth of two hundred and sixty five feet on the south west alignment and of two hundred and thirty feet on the north east alignment, english measure, containing twenty four thousand eight hundred and fifty feet in area, more or less ; bounded in front by Hemlock avenue, (No. 628-740), in rear by a branch line of the Great Northern railway, on the south west by a lane to be opened between the said lot and number seven hundred and thirty six (628-736), such as shewn on the new projected subdivision plan, and on the north east by number seven hundred and thirty eight (628-738)—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the right of passage in common with the proprietor of the adjoining lot, by the said lane.

The advertisements already made being declared null and of null effect.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWELFTH day of JANUARY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 9th December, 1903. 3808
[First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **A VILA HOULE**, De-
 No 469. } mandeur ; contre
JOSEPH DEMERS, Défendeur, et François
 Siméon Tourigny *et al*, distrayants saisissants.
 Comme appartenant au dit Avila Houle, deman-
 deur, saisi :

Un certain lot de terre situé en la ville de Shawinigan Falls, maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-cinq, au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-45), au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingt-douze pieds, mesure anglaise ; borné en front par la Troisième rue, en arrière par une ruelle, du côté est par le lot No 628-44, et du côté ouest par le lot No 628-46, avec le droit de passage dans la dite ruelle, en arrière en commun avec les propriétaires voisins y ayant droit—avec bâtisse y érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le DOUZIÈME jour de JANVIER prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 9 décembre 1903. 3805
 [Première publication, 12 décembre 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **A DOLPHE REGIS**,
 No 500. } Demandeur ; vs.
JEAN DOUCET, Défendeur.

Comme appartenant au demandeur saisi :

Un lot de terre situé en la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le rang des Chenaux, connu et désigné sous le numéro cent vingt-neuf-quatre (129-4), de la subdivision du lot numéro cent vingt-neuf (129), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Notre Dame du Mont Carmel, d'après les plan et livre de renvoi faits pour la subdivision du dit lot No 129 ; borné au sud-ouest par la rivière Saint-Maurice, au nord-ouest par le lot No 129-5, au nord-est par la ligne de division entre le rang des Grès et la concession Saint-Flavien, et au sud-est par le lot No 129-3, ayant trois arpents de largeur sur une profondeur moyenne de dix-sept arpents et six perches.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le TREIZIÈME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 9 décembre 1903. 3803
 [Première publication, 12 décembre 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.**MANDAT DES CURATEURS CONJOINTS.***Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **IN RE MOSES GOL-**
 No 150. } **DENBERG**, Failli ;
 et **ARTHUR GAGNON** et **L. A. CARON**, cura-
 teurs conjoints.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au coin des rues Martin et Cartier, et composé des lots de terre numéros treize cent quatre-vingt-neuf (1389) et treize cent quatre-vingt-dix (1390), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la cité des Trois-Rivières, de la contenance mentionnée et exprimée dans le dit livre de renvoi, sans toutefois aucune garantie de mesure précise—avec la maison de bois à deux étages et à deux corps de logis et autres bâtisses dessus.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-DEUXIÈME

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **A VILA HOULE**, Plain-
 No. 469. } tiff ; against **JOSEPH**
DEMERS, Defendant, and François Siméon Tou-
 rigny *et al*, distracting attorneys seizing.
 As belonging to the said Avila Houle, plaintiff,
 seized :

A certain lot of land situate in the town of Shawinigan Falls, now known and described as number forty five (45), on the plan of the subdivision of lot number six hundred and twenty eight (628-45), of the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Sainte Flore, measuring fifty feet in front by the depth of ninety two feet, english measure ; bounded in front by Third street, in rear by a lane, on the east side by lot No. 628-44, and on the south west by lot No. 628-46, with the right of passage in common with the proprietors of the adjoining lots by the said line, in rear—with building thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the TWELFTH day of JANUARY next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
 Three Rivers, 9th December, 1903. 3806
 [First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **A DOLPHE REGIS**,
 No. 500. } Plaintiff ; vs **JEAN**
DOUCET, Defendant.

Seized as belonging to the plaintiff seized :

A lot of land situate in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, in the range des Chenaux, known and described as number one hundred and twenty nine-four (129-4), of the subdivision of the number one hundred and twenty nine (129), of the official plan and book of reference for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel, according to the plan and book of reference made for the subdivision of the said lot No. 129 ; bounded on the south west by the river Saint Maurice, on the north west by lot No. 129-5, on the north east by the division line between the range des Grès and the concession Saint Flavien, and on the south east by the lot No. 129-3, measuring three arpents in width by an average depth of seventeen arpents and six perches.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the THIRTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 9th December, 1903. 3804
 [First published, 12th December, 1903.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.**JOINT CURATOR'S WARRANT***Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **IN RE MOSES GOL-**
 No. 150. } **DENBERG**, Insolvent ;
 and **ARTHUR GAGNON** and **L. A. CARON**,
 joint curators.

A lot situate in the city of Three Rivers, on the corner of Martin and Cartier streets, and made up of the lots of land numbers thirteen hundred and eighty nine (1389) and thirteen hundred and ninety (1390), of the official plan and book of reference of the registration cadastre for the city of Three Rivers, of the contents mentioned and set forth in the said book of reference, but without any warranty of precise measurement—with the two storey wooden house and in two dwellings, and other buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house, in the city of Three Rivers, on the TWENTY SECOND day

jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif. Shérif.
Trois Rivières, 18 novembre 1903. 3575.2
[Première publication, 21 novembre 1903.]

of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff Office. Sheriff.
Three Rivers, 18th November, 1903, 3576
[First published, 21st November, 1903.]

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'autoriser la corporation de la cité de Sherbrooke (1) d'emprunter l'argent nécessaire pour payer l'acquisition et la construction d'un appareil pour lumière et pouvoir électrique, et la propriété et les droits nécessaires en rapport avec iceux, au moyen d'une émission spéciale d'obligations de la cité portant la première hypothèque sur toute la dite propriété, appareil et travaux ainsi acquis ou construits, et une première charge sur les revenus d'iceux; et une charge auxiliaire sur les fonds généraux de la cité. Demande sera faite pour que le règlement du conseil pourvoyant au prêt et à l'émission des obligations soit soumis à l'approbation des électeurs municipaux de la cité en général, et non seulement à ceux qui sont propriétaires d'immeubles.

(2) Amender la section 88 de la charte de la cité, en ajoutant les mots "Electric Light and Power Works" après les mots "Waterworks" dans la troisième ligne du deuxième paragraphe d'icelle.

BROWN & MACDONALD,

Solliciteurs de la cité de Sherbrooke.
Sherbrooke, 10 décembre 1903. 3811

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The Parks and Play Grounds Association of Montreal," pour obtenir un acte d'incorporation. Les objets de la dite association sont de promouvoir la conservation et l'extension de parcs et terrains ouverts dans et aux environs de la cité de Montréal, l'amélioration de la cité et autres objets semblables.

MORRIS, HOLT & GAUDET,

Solliciteurs des requérants.
Montréal, 10 décembre 1903. 3813

Application to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, for an act to authorize the corporation of the city of Sherbrooke (1) to borrow the money necessary to pay for the acquisition and construction of an electric light and power plant, and the necessary property and rights in connection therewith, by means of a special issue of debentures of the city, to be made a first hypothec and mortgage on the whole of the said property, plant and works so acquired or constructed, and a first charge upon the revenues thereof; and subsidiarily a charge on the general funds of the city. Application will be made to have the by-law of the council providing for the loan and the issue of debentures submitted for the approval of the municipal electors of the city generally, and not only to those who are proprietors of real estate.

(2) To amend section 88 of the city charter, by adding the words "Electric Light and Power Works" after the words "Waterworks" in the third line of the second paragraph thereof.

BROWN & MACDONALD,

Solicitors of the city of Sherbrooke.
Sherbrooke, 10th December, 1903. 3812

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the Parks and Play Grounds Association of Montreal, for an act of incorporation. The objects of the said association are the promotion of the following preservation and extension of parks and open spaces in and about the city of Montreal, the improvement of the city and other similar purposes.

MORRIS, HOLT & GAUDET.

Solicitors for applicants.
Montreal, 10th December, 1903. 3814

Avis de Faillites

Avis est donné que Jean-Baptiste Bornais, de Saint-Raymond, propriétaire de moulin, a, le neuvième jour de décembre 1903, fait cession de ses biens au bureau du protonotaire, à Québec.

GEO. LEFAIVRE,

Gardien provisoire.
Québec, 10 décembre 1903. 3819

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } Cour Supérieure.

Avis est par le présent donné que Wilfrid Talbot, commerçant, de Saint-Jean-Baptiste de l'Isle Verte, a fait cession de ses biens, ce jour, pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire pour le dit district.

P. LANGLAIS,

Gardien provisoire.
Fraserville, 9 décembre 1903. 382

Bankrupt Notices

Notice is given that Jean-Baptiste Bornais, of Saint Raymond, mill owner, has, on the ninth day of December, 1903, made an assignment of his assets at the protonotary's office, at Québec.

GEO. LEFAIVRE,

Provisional guardian.
Québec, 10th December, 1903. 3820

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } Superior Court.

Notice is hereby given that Wilfrid Talbot, trader, of Saint Jean Baptiste de l'Isle Verte, has, this day, made an assignment of all his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the said district.

P. LANGLOIS,

Provisional guardian
Fraserville, 9th December, 1903. 3822

Province de Québec, }
District de Pontiac. } *Cour Supérieure.*
La Compagnie de Ferronnerie Letang Limitée, de
Montréal, Requérente ;

vs

Dame Emelda Gagné, épouse séparée de biens de
Louis A. Levesque, commerçante, à Ville Marie,
sous la raison sociale de L. A. Levesque & Cie,
Intimée.

Avis est donné par les présentes, que la dite
intimée n'ayant pas obtempéré à la demande de
cession de biens, à elle faite en cette cause, Sa
Seigneurie le juge a, sur requête à cet effet, nommé
la personne de Anselme Letang, de Montréal, gar-
dien provisoire, et la personne de Hubert Lamarre,
comptable public, de Montréal, curateur aux biens
de l'intimée.

C. BARSALOU,
Protonotaire de la dite cour.

H. LAMARRE,
Député gardien provisoire et curateur.
Bureaux : 99, rue Saint-Jacques, Montréal.
Bryson, 7 décembre 1903.

3823

Province of Quebec, }
District of Pontiac. } *Superior Court.*
The Letang Hardware Co. Limited., of Montreal,
Plaintiffs ;

vs

Dame Emelda Gagné, wife separated as to property
from Louis A. Levesque, merchant, at Ville
Marie, under the firm name of L. A. Levesque
& Co.,
Defendant.

Notice is hereby given that the said defendant
not having complied with the demand of aban-
donment of property served to her in that matter,
his Lordship, the judge has, on request at this effect,
appointed the person of Anselme Letang, of Mon-
tréal, provisional guardian, and the person of Hubert
Lamarre, public accountant, of Montreal, curator to
that estate.

C. BARSALOU,
Prothonotary for this court.

H. LAMARRE,
Deputy provisional guardian and curator.
Office : 99, Saint James Street, Montreal.
Bryson, 7th December, 1903.

3824

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 50.*

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Boiavert
vs Landry, 1795 ; Cartier vs Vandale, 1794 ;
Catellier vs Doyer, 1794 ; Daignault vs Brunel-
le, 1794 ; Duchaine vs Fréchette, 1795 ; Garnot
dit Brindamour vs Dubois, 1794 ; Lafèche vs
Chagnon, 1794 ; Legault vs Durain, 1795 ;
Morin vs Noël, 1794 ; Petit vs Maclure, 1795 ;
Rochon vs Mallette, 1795.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc.,
1783.

ASSOCIATION FORMÉE : — King Edward Benefit
Association, 1784.

AVIS : — The Western Masons Mutual Life Asso-
ciation, 1795.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assem-
blée législative, 1789 ; Conseil législatif,
1788.

CERCLE AGRICOLE : — Formation de : — Paroisse de
Saint-Jules, 1784.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — The Montreal
Street Railway Mutual Benefit Association,
1793 ; Les Missionnaires du Sacré-Cœur, 1792 ;
Les Pères Eudistes de la province de Québec,
1792 ; Les Religieuses Missionnaires de Notre-
Dame d'Afrique, 1792 ; The Toronto General
Trusts Corporation, 1792 ; Thomas Arthur
Cimon, 1793 ; Compagnie du chemin de fer
Hébertville de Saint-Bruno d'Alma, 1791 ;
Corporation de la cité de Sherbrooke, 1806 ;
Parks and Play Grounds Association, 1806 ;
The Westmount Transit Power Coy, 1792.

FAILLES : — Beauchemin, 1797 ; Bornais, 1806 ;
Campeau, 1798 ; Cantin, 1797 ; Charland,
1798 ; Dme Gagné, 1807 ; Dme Lazer, 1798 ;
Dme Plamondon, 1797 ; Gélinas, 1797 ;
LeBel & Cie, 1798 ; Lessard, 1797 ; Talbot,
1806 ; Watterson & Co, 1798.

LETTRES PATENTES : — Dumont, Fontaine & Cie,
1785.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 50.*

ACTIONS IN SÉPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes
Boisvert vs Landry, 1795 ; Cartier vs Vandale,
1794 ; Catellier vs Doyer, 1794 ; Daignault vs
Brunelle, 1794 ; Duchaine vs Fréchette, 1795 ;
Garnot dit Brindamour vs Dubois, 1794 ;
Lafèche vs Chagnon, 1794 ; Legault vs Durnin,
1795 ; Morin vs Noël, 1794 ; Petit vs Maclure,
1795 ; Rochon vs Mallette, 1795.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices,
&c., 1783.

ASSOCIATION FORMED : — King Edward Benefit
Association, 1784.

NOTICE : — The Western Masons Mutual Life Asso-
ciation, 1795.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the
Legislative Assembly, 1789 ; Legislative Council
1788.

FARMERS' CLUB : — Formation of : — Parish of Saint
Jules, 1784.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — The Montreal
Street Railway Mutual Benefit Association,
1793 ; Les Missionnaires du Sacré-Cœur, 1792 ;
Les Pères Eudistes de la province de Québec,
1792 ; Les Religieuses Missionnaires de Notre
Dame d'Afrique, 1792 ; The Toronto General
Trusts Corporation, 1792 ; Thomas Arthur
Cimon, 1793 ; Compagnie du chemin de fer
Hebertville de Saint Bruno d'Alma, 1791 ;
Corporation of the city of Sherbrooke, 1806 ;
Parks and Play Ground Association, 1806 ;
The Westmount Transit Power Coy, 1792.

INSOLVENTS : — Beauchemin, 1797 ; Bornais, 1806 ;
Campeau, 1798 ; Cantin, 1797 ; Charland,
1798 ; Dme Gagné, 1807 ; Dme Lazer, 1798 ;
Dme Plamondon, 1797 ; Gélinas, 1797 ; LeBel
& Cie, 1798 ; Lessard, 1797 ; Talbot, 1806 ;
Watterson & Co, 1798.

LETTERS PATENT : — Dumont, Fontaine & Cie,
1785.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc :—Mandeville, comté de Berthier, 1787.

NOMINATION :—Juges de paix :—District de Montréal, 1783.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDES DE TRANSFERT :—De Ls. Gervais à Victor Joannette, 1787 ; De Philias Mainville à Jos. Roch Mainville, 1787.

PROCLAMATION :—Convocation des chambres, 1783.

RÈGLE DE COUR :—Sarasin vs Lebel, 1799.

RÉSOLUTION :—Municipalité du comté du Lac Mégantic, 1796.

TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION :—Cantons Alley, 1795 ; Aylmer, 1787 ; Fleuriau, 1787 ; Harrington, 1786 ; Horton, 1787 ; Maddington, 1786 ; Turgeon, 1786 ; Wexford, 1785.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCÉ :—Boswell vs Lecours, 1899 ; Dme Drouin vs Gagné, 1899.

MONTREAL :—Angers et al vs Roddick, 1800 ; Dme Poissant vs Charette, 1802 ; La cité de Saint-Henri vs Trudeau, 1802.

QUÉBEC :—Duchesnay et al vs Carreau, 1803 ; La cité de Québec vs Dme Simard et vir, 1802 ; La cité de Québec vs Dme Villeneuve, 1803.

RIMOUSKI :—Dubé vs Tremblay et al, 1804 ; Langlais vs Vaillancourt, 1803.

TROIS-RIVIÈRES :—Goldenberg, failli, 1805 ; Houle vs Demers, 1805 ; Regis vs Doucet, 1805 ; Société de Prêts et Placements de Québec, vs Charbonneau, 1804.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect, &c :—Mandeville, county of Berthier, 1787.

APPOINTMENT :—Justices of the peace :—District of Montreal, 1783.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATIONS FOR TRANSFER :—From Ls. Gervais to Victor Joannette, 1787 ; From Philias Mainville to Jos. Roch Mainville, 1787.

PROCLAMATION :—Parliament convoked, 1783.

RULE OF COURT :—Sarasin vs Lebel, 1799

RESOLUTION :—Municipality of the county of Lake Megantic, 1796.

CROWN LANDS, CANCELLATION :—Townships Alley, 1785 ; Aylmer, 1787 ; Fleuriau, 1787 ; Harrington, 1786 ; Horton, 1787 ; Maddington, 1786 ; Turgeon, 1786 ; Wexford, 1785.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCÉ :—Boswell vs Lecours, 1899 ; Dme Drouin, vs Gagné, 1899.

MONTREAL :—Angers et al vs Roddick, 1800 ; Dme Poissant vs Charette, 1802 ; The city of Saint Henri vs Trudeau, 1802.

QUÉBEC :—Duchesnay et al vs Carreau, 1803 ; The city of Quebec vs Dme Simard et vir, 1802 ; The city of Quebec vs Dme Villeneuve, 1803.

RIMOUSKI :—Dubé vs Tremblay et al, 1804 ; Langlais vs Vaillancourt, 1803.

THREE RIVERS :—Goldenberg, insolvent, 1805 ; Houle vs Demers, 1805 ; Regis vs Doucet, 1805 ; Société de Prêts et Placements de Québec vs Charbonneau, 1804.

Page